

Mot du Président du Conseil d'administration et du Directeur général

Vallourec, leader mondial des solutions tubulaires premium, s'engage à lutter contre la corruption et le trafic d'influence sous toutes ses formes, dans le cadre de ses activités.

Dès 2010, Vallourec a adhéré aux principes anticorruption du Pacte national des Nations Unies.

Notre Groupe évolue dans un environnement commercial international de plus en plus exigeant et devons répondre aux attentes de nos parties prenantes en leur donnant confiance. Nos valeurs d'intégrité et de transparence dans nos relations d'affaires guident nos activités quotidiennes.

Ce Code de Conduite anticorruption s'adresse aux collaborateurs de Vallourec et à toutes les parties prenantes externes, en particulier nos clients, fournisseurs et investisseurs. Il constitue un outil essentiel dans la gestion quotidienne de nos activités. Il présente des situations auxquelles chacun d'entre nous peut être confronté et fournit des recommandations pour y faire face. Le respect de nos valeurs est l'affaire de tous et chacun en est l'ambassadeur.

C'est pourquoi le conseil d'administration, que je préside, et le Comité exécutif réaffirment notre politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption et du trafic d'influence, et s'engagent à incarner les valeurs de notre groupe, fondement de notre croissance durable. ●

Philippe Guillemot
Président et Directeur général

1	POUR COMMENCER	4
1.	INTRODUCTION	5
2.	DÉFINITIONS	6
3.	CADRE LÉGAL ET RISQUES	8
2	RÈGLES DE CONDUITE	10
1.	RELATION AVEC LES AGENTS PUBLICS	12
2.	PAIEMENTS DE FACILITATION	13
3.	CADEAUX ET INVITATIONS	14
4.	APPEL D'OFFRES	16
5.	AGENTS COMMERCIAUX	17
6.	LOBBYING	22
7.	INITIATIVES SOCIÉTALES	23
8.	CONFLITS D'INTÉRÊTS	24
3	LE DISPOSITIF D'ALERTE INTERNE	26



POUR COMMENCER

INTRODUCTION

Pourquoi ce Code de Conduite anticorruption ?

En 2010, Vallourec a adhéré au Pacte Mondial, exprimant ainsi son engagement à lutter contre la corruption partout où il opère. Ainsi, conformément à ses valeurs fondamentales d'intégrité, de transparence et de respect des lois, la **lutte contre la corruption** est l'un des principes d'action inscrits dans le Code d'Éthique de Vallourec.

Conformément à cet engagement, Vallourec a adopté le présent Code de Conduite anticorruption (ci-après le « Code de Conduite ») avec les objectifs suivants :

- Démontrer l'engagement de Vallourec et affirmer sa politique de « tolérance zéro » à l'égard de la corruption.
- Définir les règles, les comportements appropriés et la ligne de conduite que Vallourec attend de ses collaborateurs en matière de lutte contre la corruption.
- Sensibiliser et aider à identifier les situations qui peuvent caractériser des actes de corruption, et guider les employés, à l'aide d'exemples pratiques concrets et clairs, sur la manière de les traiter de manière éthique.

Champ d'application

Le présent Code de Conduite s'adresse à tous les membres de Vallourec. Il s'applique, partout dans le monde, à tous les dirigeants et salariés de toutes les sociétés dont le capital et/ou les droits de vote sont directement ou indirectement détenus majoritairement par Vallourec SA (l'ensemble de ces sociétés étant ci-après dénommé « Vallourec » ou le « Groupe »).

Dans le présent Code de Conduite, le terme « salarié » désigne toute personne physique travaillant pour l'une des sociétés de Vallourec, y compris les mandataires sociaux, les salariés, les apprentis et les stagiaires. Toutefois, les règles contenues dans le Code s'appliquent également aux personnes travaillant comme intérimaires dans le cadre d'une mission temporaire au profit de Vallourec ou dans ses locaux.

Dans les relations avec ses clients, fournisseurs, sous-traitants, agents, distributeurs et partenaires, Vallourec véhicule les valeurs et principes énoncés dans le présent Code et peut leur demander d'adopter et de mettre en œuvre des dispositions équivalentes.

«
La prévention
de la corruption
est l'affaire de tous !
»

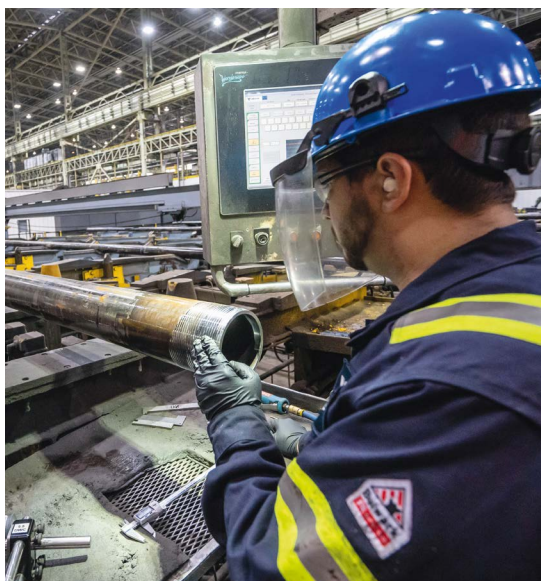
DÉFINITIONS

Corruption

La **corruption** est le fait d'offrir, de donner, de promettre ou d'accepter de donner un **avantage indu** (argent, cadeaux ou autre, communément appelé «**pot-de-vin**»), à une personne pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice d'une autre personne ou d'une entreprise, ou d'inciter cette personne à accomplir ou à omettre d'accomplir un acte en violation de ses devoirs. Cette pratique altère l'exercice normale des fonctions occupées par les intéressés.

La **corruption** comprend un «**avantage indu**» ou «**pot-de-vin**» qui peut prendre une grande variété de formes, comme par exemple :

- **Paiement** d'argent, soit directement sous forme d'espèces, soit sous toute autre forme, y compris, mais sans s'y limiter, les pots-de-vin.
- **Cadeaux** (articles considérés comme ayant une certaine valeur pour le destinataire, tels que bijoux, appareils électroniques, vins et spiritueux, parfums, etc.).
- **Invitations** (voyages d'agrément, dîners, événements sportifs, séminaires, repas coûteux, etc.).
- **Traitement préférentiel** (promesse d'emploi ou de stage).
- **Avantages en nature** (tels que la prise en charge ou la fourniture d'un voyage d'agrément ou d'un hébergement, d'une hospitalisation, de frais de scolarité, etc.).
- **Mécénat ou parrainage** dissimulant un avantage indu.



La corruption peut être...

- **Directe**, ou **indirecte**.

Le pot-de-vin peut être versé directement ou par un intermédiaire agissant dans l'intérêt du donneur d'ordre. Il peut également être donné directement à la personne, ou indirectement au profit de ses proches ou de ses associés.

- **Vraiment donnée**, ou **simplement proposée**.

Le simple fait de solliciter, de suggérer ou de promettre que la personne recevra quelque chose en retour constitue un acte de corruption.

- **Publique** ou **privée**.

La corruption concerne autant les particuliers que les agents publics. Toutefois, la corruption impliquant des agents publics est généralement associée à des sanctions beaucoup plus lourdes.

- **Active** et **passive**.

Deux parties sont impliquées : la personne qui offre/ donne le pot-de-vin (partie active, le «corrupteur») et la personne qui sollicite/reçoit le pot-de-vin (partie passive, le «corrompu»). Toutes les parties impliquées sont responsables.

- **Sollicitée** et **initiée**.

Une personne peut être responsable même si elle n'a pas initié l'acte, mais a simplement répondu aux sollicitations de la personne demandant le pot-de-vin, en fournissant ou en acceptant de fournir ce qui était demandé.

Pour l'**exécution d'un acte**, ainsi que pour **une omission ou un retard dans l'exécution**.

En règle générale, la corruption est pratiquée dans l'intention d'obtenir quelque chose : par exemple, obtenir :

- Un contrat, un renouvellement, des conditions tarifaires favorables ou des avantages,
- une autorisation ou une décision administrative favorable,
- des informations sensibles, notamment sur les concurrents.

Cependant, la corruption peut être utilisée dans le but de bloquer ou d'éviter :

- une décision administrative ou un règlement,
- un litige ou une action en justice, une amende ou une condamnation.

Quelle que soit la compensation demandée, tout acte ou omission obtenu par la corruption engage la responsabilité des personnes impliquées

Trafic d'influence

Le trafic d'influence est une forme de corruption qui implique trois parties :

- un «**corrupteur**», A, le bénéficiaire qui cherche à obtenir une décision favorable,
- un «**corrompu**», B, ayant la capacité d'influencer une personne ayant autorité (C) et recevant le paiement ou les avantages de A,
- la cible, C, qui est l'autorité perçue susceptible de prendre des décisions favorables à A.

On parle de trafic d'influence lorsque A paie ou offre un cadeau ou un avantage à B pour obtenir une faveur de C. A pense que si B intervient auprès de C, B sera en mesure d'amener C à prendre une décision favorable à ses intérêts. Dans ce cas, le corrompu, B, use de son influence sans s'engager dans des actions liées à son rôle ou à sa fonction.



Qu'est-ce qu'un « agent public » ?

Un agent public est un fonctionnaire. L'implication d'un agent public dans un acte de corruption augmente considérablement les sanctions associées. Un agent public renvoie à :

- Tout fonctionnaire ou employé d'un gouvernement national ou étranger, au niveau fédéral, d'un État, d'une province ou d'une municipalité, ou d'un département, d'une agence ou d'un établissement public industriel et commercial.
- Toute personne agissant à titre officiel pour ou au nom d'un tel gouvernement ou service.
- Les fonctionnaires des organisations internationales publiques (par exemple, les Nations unies, la Banque mondiale).
- Les responsables de partis politiques et les candidats à des fonctions publiques dans les pays étrangers.

Cette conception extensive désigne toute entité par l'intermédiaire de laquelle un gouvernement national comme étranger exerce ses fonctions officielles. Il est large et peut inclure des entités appartenant à l'État ou contrôlées par l'État. Par exemple, les sociétés entièrement détenues par l'État, telles que les **compagnies pétrolières nationales**, leurs représentants et leurs employés peuvent être considérés comme des agents publics.

Exemples de comportements interdits

Une entreprise engage un individu pour qu'il utilise ses relations familiales au sein d'une compagnie pétrolière nationale ciblée, dans le but de l'aider à obtenir un contrat d'approvisionnement en influençant les membres de sa famille et en obtenant d'eux des informations sur les concurrents. **Cette pratique est évidemment interdite, car elle constitue un trafic d'influence.**

Un salarié fait appel à un consultant ayant des relations dans l'administration pour influencer le fonctionnaire chargé d'accorder une autorisation réglementaire pour un site de production. Le salarié suggère au consultant d'offrir un cadeau au fonctionnaire pour accélérer le processus. Cette pratique est également interdite : même si elle est commise par un intermédiaire (ici, le consultant), Vallourec sera tenu pour responsable de la corruption.

CADRE LÉGAL

Quelles sont les lois pour les actes de corruption ?

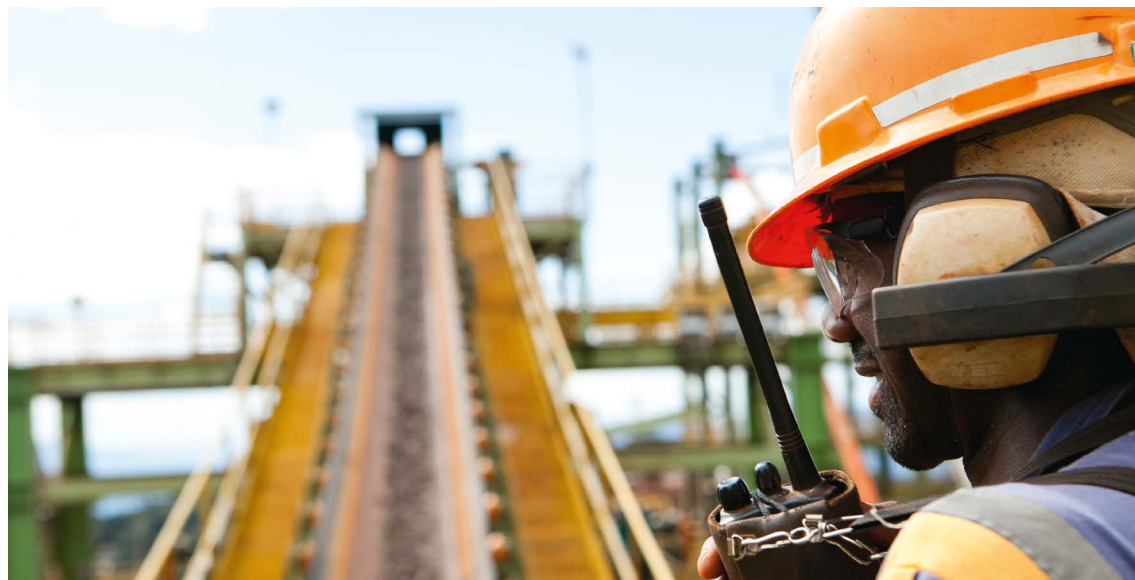
Les lois de différents pays (États-Unis, Royaume-Uni, Brésil, France, Chine, Arabie Saoudite, etc.) interdisent et répriment les actes de corruption et de trafic d'influence. Ces lois ont souvent une application extraterritoriale, permettant aux autorités d'un pays de sanctionner des actes de corruption commis par des

individus ou des sociétés dans un autre pays. En tant que société internationale opérant dans le monde entier, Vallourec est susceptible de faire l'objet d'une ou plusieurs de ces lois, qui peuvent avoir des **effets cumulatifs**.

En France, le Code pénal français et la loi Sapin II. Le Code pénal français impose des sanctions strictes en cas de corruption publique ou privée, notamment des amendes, l'exclusion des marchés publics, le retrait des autorisations, le remboursement des profits indus et des peines d'emprisonnement. En outre, la loi Sapin II, entrée en vigueur en 2017, a considérablement renforcé le cadre juridique en exigeant que les entreprises françaises, telles que Vallourec, mettent en œuvre des programmes de conformité robustes pour prévenir et détecter la corruption et le trafic d'influence, où qu'elles opèrent dans le monde. **Ce Code de Conduite fait partie du programme conformité de Vallourec en réponse à la Loi Sapin II.**

Aux États-Unis, la FCPA est le « Foreign Corrupt Practices Act » (loi sur les pratiques de corruption à l'étranger). Le FCPA interdit aux personnes et aux entités américaines, avec de larges implications, de corrompre des fonctionnaires étrangers, y compris par le biais d'intermédiaires. Elle interdit les paiements effectués à quiconque, sachant que ces paiements seront transmis ou offerts à un fonctionnaire étranger. La FCPA impose des sanctions sévères, notamment des amendes considérables pour les entreprises, parfois de l'ordre de centaines de millions de dollars, et des peines de prison pour les particuliers.

Au Royaume-Uni, le « UK Bribery Act ». Au Royaume-Uni, l'UKBA a un large champ d'application puisqu'il concerne les entreprises qui exercent une partie de leurs activités au Royaume-Uni. Elle interdit les actes de corruption privée ou publique, et les sanctions pénales pour les individus peuvent aller jusqu'à dix ans.



Quelles sont les sanctions pour les actes de corruption ?

Les sanctions associées à la violation des lois anti-corruption sont généralement extrêmement sévères :

- Pour les personnes impliquées dans l'infraction ou la tentative d'infraction (qu'elles soient auteurs ou complices) : des peines d'emprisonnement et/ou des amendes et des peines complémentaires telles que, par exemple, la perte des droits civils et civiques, l'interdiction d'exercer une fonction publique ou la confiscation des fonds reçus en raison de la corruption.
- Pour les personnes morales impliquées dans l'infraction ou la tentative d'infraction : amendes et peines complémentaires telles que l'exclusion de l'accès aux marchés publics, le retrait de l'autorisation ou de la licence, ou le remboursement des bénéfices indus.

En outre, le fait d'être reconnu coupable de corruption peut entraîner d'autres conséquences importantes :

- Suspension ou résiliation de contrats, exclusion des procédures de marchés publics, résiliation, remboursement immédiat ou accès restreint au financement.
- Les coûts associés aux procédures judiciaires, les effets sur les employés et l'atteinte potentielle à la réputation de l'organisation sont des impacts critiques en soi.

La corruption présente donc des risques importants pour Vallourec, ses employés et ses parties prenantes.


Enfin, la corruption entraîne le détournement des fonds publics, nuit à l'efficacité des politiques, dégrade la confiance dans les institutions politiques et empêche le développement économique des pays. Elle va à l'encontre des valeurs fondamentales de Vallourec.

Tout acte de corruption commis n'importe où dans le monde est interdit par les lois anticorruption, que Vallourec s'est engagé à respecter.

Le présent Code est un moyen d'assurer le respect de ces lois et les règles qu'il contient doivent être suivies.



«
La corruption pose donc des
risques significatifs pour Vallourec,
ses salariés et ses parties prenantes.
»



CONDUITE À ADOPTER

Règles générales de conduite

Les employés doivent se conformer aux règles énoncées dans le Code de Conduite anticorruption.

En aucun cas, un salarié de Vallourec ne doit commettre un acte qui, en application du présent Code, pourrait être considéré comme de la corruption.

Les cadres et les dirigeants de notre organisation doivent donner l'exemple et promouvoir les valeurs de notre Code de déontologie et soutenir l'application des règles de notre Code de Conduite anticorruption.

Vallourec a émis des politiques et procédures internes qui sont mentionnées dans le présent Code et qui le complètent. Les employés doivent se conformer à ces politiques et procédures associées, disponibles sur notre intranet à l'adresse My Vallourec.

De temps à autre, la législation locale ou même les règles mises en œuvre par les entités du groupe peuvent être plus strictes que le présent document.

Si vous constatez l'existence d'une telle règle, veuillez toujours à appliquer la plus stricte !

Toute infraction au présent Code de Conduite anticorruption entraînera des sanctions (voir page 26, Actions disciplinaires).

Risques spécifiques et règles de conduite associées

Dans le cadre de ses activités, le Groupe peut s'exposer à des situations qui, en elles-mêmes, peuvent présenter des risques spécifiques de survenance d'actes de corruption. À ce titre, le Code de Conduite prévoit des règles spécifiques et une ligne de conduite associée pour les situations suivantes :

- 1. Relations avec les agents publics**
- 2. Paiements de facilitation**
- 3. Cadeaux et invitations**
- 4. Appel d'offres**
- 5. Partenaires commerciaux**
 - 5.A.** Intermédiaires et agents commerciaux
 - 5.B.** Achats et sous-traitance
- 6. Lobbying (représentation d'intérêts)**
- 7. Initiatives sociétales (dons, parrainages, bénévolat)**
- 8. Conflits d'intérêts**

Outre les règles, le Code de Conduite fournit des exemples de comportements attendus et de lignes de conduite à suivre dans certaines situations.



Le Conseil d'administration et le Comité exécutif réaffirment leur politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption et du trafic d'influence.



Ce Code de Conduite ne fournit pas une liste exhaustive des comportements autorisés ou interdits, compte tenu de la pluralité des scénarios qui peuvent se présenter. Il est donc attendu de vous que vous fassiez preuve de discernement et de bon sens, et que vous agissiez, en toute situation, conformément aux valeurs énoncées dans le Code d'Éthique du groupe.

1. RELATIONS AVEC LES AGENTS PUBLICS

Définition

Les agents publics, tels que définis dans le présent Code de Conduite (voir Définitions page 7), sont des personnes exerçant une fonction gouvernementale, telle qu'une fonction législative, exécutive ou judiciaire, ou représentant, ou travaillant au sein d'une organisation exerçant une telle fonction. En vertu de nombreuses législations, les employés d'organisations ou d'entreprises publiques ou appartenant à l'État ou contrôlées par lui sont considérés comme des Agents Publics (c'est-à-dire les **compagnies pétrolières nationales (CPN)**, qui sont des clients de Vallourec).

Comprendre les risques

Lorsqu'il s'agit d'un agent public, les sanctions associées à la corruption sont beaucoup plus sévères. En outre, certaines réglementations peuvent appliquer des règles et des exigences plus restrictives en ce qui concerne les relations avec les agents publics. L'ONG Transparency International (www.transparency.org) souligne que les gouvernements et l'administration de certains pays peuvent avoir des problèmes de corruption, ce qui justifie un niveau élevé de vigilance dans les relations avec ces autorités.

Règles clés

Dans le cadre de sa politique de «tolérance zéro», Vallourec interdit à ses collaborateurs d'offrir, de donner, de promettre, de tenter ou d'accepter de donner un avantage indu (argent, cadeau ou autre) pour influencer un agent public.

Les sollicitations d'un agent public à verser un pot-de-vin doivent être fermement refusées, d'une manière qui ne laisse aucun doute ou ambiguïté quant au refus, et portées à l'attention d'un responsable de la conformité.

ÉTUDE DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas : Lors d'une réunion, un représentant du gouvernement demande le versement d'une somme d'argent sur son compte bancaire personnel en contrepartie de sa décision de maintenir le droit d'accès de Vallourec à un port. **Que faire dans cette situation ? Refusez fermement et signalez la situation à un compliance officer.** Il s'agit d'une sollicitation claire de corruption. Par ailleurs, si vous assistez à une réunion sur un sujet qui concerne la continuité de l'exploitation du Groupe, vous devez être accompagné d'au moins un autre collaborateur de Vallourec.

Les employés doivent être vigilants et respecter strictement le présent Code de Conduite et les politiques connexes dans toutes les interactions qu'ils ont avec des agents publics. Respectez les règles de conduite du présent Code et, en cas de doute, demandez l'assistance d'un compliance officer.

Conformément à la politique de gestion des conflits d'intérêts du Groupe, les salariés doivent déclarer leurs mandats politiques s'ils sont susceptibles d'interférer avec l'activité de Vallourec. Les relations étroites, telles que, mais sans s'y limiter, les liens familiaux ou conjugaux, avec des fonctionnaires peuvent également devoir être déclarées dans le cadre de la politique.

Réunions avec des agents publics

- Formaliser systématiquement les interactions avec les agents publics (autres que celles de routine), en rédigeant un compte rendu des réunions, en envoyant ce compte rendu aux participants et en l'enregistrant.
- Lorsque vous rencontrez un agent public sur un sujet sensible ou stratégique, ou si vous avez un doute sur l'intégrité de l'agent, vous devez être accompagné d'au moins un autre collaborateur de Vallourec.

Ces pratiques contribuent à maintenir un cadre formel et à vous protéger contre toute sollicitation indu.

2. PAIEMENTS DE FACILITATION

Définition

Les paiements de facilitation sont des pots-de-vin (paiements ou cadeaux) versés à des fonctionnaires pour accélérer ou garantir l'exécution d'un acte administratif. Il s'agit généralement de petits montants.

Les cas les plus courants dans lesquels des paiements de facilitation peuvent être demandés sont les suivants :

- l'obtention d'une autorisation administrative (visa, permis ou licence),
- l'obtention d'une protection policière,
- l'immatriculation d'un véhicule,
- accélérer les taxes,
- l'installation d'une ligne téléphonique ou électrique,
- l'accès à un port,
- le déchargement ou le dédouanement des marchandises.

Comprendre les risques

Il n'y a pas de seuil minimum pour la corruption et, à ce titre, les paiements de facilitation sont interdits par la plupart des législations.

«
Il n'y a pas
de seuil minimal
pour la corruption.
»

Règles clés

Il est strictement interdit de donner ou d'offrir, directement ou indirectement, tout paiement de facilitation (cadeau ou paiement en espèces) à un agent public.

Lorsqu'ils voyagent, les employés doivent être prévoyants, disposer de tous les documents nécessaires et s'engager à toujours agir en conformité avec les lois locales afin d'éviter d'être confrontés à des sollicitations.

Si l'on vous demande un paiement de facilitation.

- Vous devez refuser, en citant ou même en présentant le présent Code de Conduite pour expliquer notre politique de «tolérance zéro».
- Si le demandeur persiste, demandez que la demande soit formulée officiellement (par écrit, en indiquant le nom et la fonction du demandeur).
- Informez toujours un compliance officer.

Les paiements de facilitation sont interdits par Vallourec. La seule exception à cette règle est si le paiement est nécessaire pour protéger la vie, la santé ou la sécurité d'un employé de Vallourec. Si tel est le cas, l'employé doit en informer un compliance officer dans plus brefs délais.

ÉTUDE DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas : Un douanier propose de dédouaner immédiatement le produit Vallourec. Il explique ensuite que ce processus prend habituellement quelques jours dans le cadre de la procédure normale, mais qu'il est prêt à l'accélérer à condition de recevoir le paiement directement en espèces. Il explique qu'il ne fournira pas de facture.

Que faire dans cette situation ? Vous devez refuser de fournir l'argent : une demande officielle n'exigerait jamais un paiement en espèces à une personne, sans reçu. Expliquez nos règles au fonctionnaire et demandez-lui s'il peut émettre une demande officielle, par écrit, que vous transmettez à votre supérieur et au responsable de la conformité.

3. CADEAUX ET INVITATIONS

Définition

Cadeaux : tout avantage donné, monétaire ou non, quelle que soit sa nature : un objet (montres, stylos, livres, foulards, bouteilles de vin ou de champagne, billets pour un événement sportif, etc.) ou la prise en charge d'une dépense pour le compte d'une personne (frais de voyage, d'hébergement, notes de frais, etc.).

Invitations : toute forme d'invitation, offerte ou reçue, à un événement en dehors d'un contexte professionnel : réception, repas, événement sportif ou culturel, dîner de bienfaisance, sans que cette liste soit exhaustive.

Comprendre les risques

Les cadeaux ou invitations destinés à témoigner de la considération à un partenaire commercial constituent une pratique commerciale acceptable et légitime, s'ils sont occasionnels, raisonnables et d'une valeur proportionnée.

Toutefois, ces pratiques peuvent constituer des actes de corruption si elles ont pour but d'obtenir un avantage indu ou d'influencer la prise de décision du bénéficiaire.

Règles clés

Il est strictement interdit de recevoir ou d'offrir un paiement, un cadeau ou une promesse, ou de donner un avantage, directement ou indirectement, afin d'influencer un acte ou une décision ou d'obtenir un avantage indu.

Vallourec a mis en place une **Politique de Cadeaux et d'Hospitalité** qui prévoit des règles spécifiques en matière de cadeaux et d'invitations.

Dans tous les cas, les cadeaux et invitations doivent être validés par le supérieur hiérarchique et enregistrés dans le registre interne des cadeaux et invitations de Vallourec, lorsqu'ils dépassent une valeur nominale (>20 USD).

✓ À faire

- ✓ Doit être approprié, modéré et non répétitif.
- ✓ Il doit être donné ou offert de manière transparente, toujours dans un contexte professionnel.
- ✓ Doit respecter les seuils fixés dans la **Politique en matière de Cadeaux et d'Hospitalité**.
- ✓ Doit respecter les lois locales et les règles de l'organisation du bénéficiaire.
- ✓ Doit être autorisé par votre supérieur hiérarchique.

✗ À ne pas faire

- ✗ Ne doit jamais être offert ou reçu pour obtenir une contrepartie ou pour influencer une décision.
- ✗ Ne doit jamais être sollicité ou demandé.
- ✗ Ne doit jamais être donné ou reçu à un moment où un contrat est en cours de négociation avec le destinataire, ou lors d'un appel d'offres.
- ✗ Ne doit jamais prendre la forme d'espèces (sommes d'argent ou équivalent).
- ✗ Ne doit jamais être donné à une personne avec laquelle l'entreprise n'a pas de relation d'affaires (conjoint, enfants, etc.), sauf autorisation expresse d'un responsable de la conformité.
- ✗ Ne doit jamais être remis à un agent public (y compris les employés d'une entreprise publique), sauf autorisation expresse d'un responsable de la conformité.

Invitation

Les collaborateurs de Vallourec peuvent accepter ou lancer une invitation, dans la mesure où celle-ci reste dans un cadre professionnel. La valeur des invitations doit être **inférieure** aux seuils **par invité** fixés par région :

- o Europe : 75 €
- o Asie & Afrique : 50 \$
- o Amérique du sud : 75 \$
- o Moyen-Orient & Singapour : 100 \$
- o Amérique du nord : 100 \$



ÉTUDE DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas : Un salarié de Vallourec assiste l'équipe Achats dans la négociation d'un contrat avec un fournisseur. Alors que la négociation est en cours, le représentant du fournisseur offre au salarié un billet pour un événement sportif.

Que faire dans cette situation ? Ce cadeau doit être refusé. Quel que soit le montant du cadeau, le contexte sensible dans lequel il est offert ici (la négociation d'un contrat), peut donner l'impression que ce geste est destiné à influencer le jugement du destinataire. C'est pourquoi il n'est pas acceptable de recevoir ou d'offrir des cadeaux et des invitations à des décideurs à des moments sensibles.

Comment refuser ?

Refusez poliment en rappelant les engagements éthiques de Vallourec. S'il est difficile de refuser sans offenser le partenaire, le cadeau peut être accepté mais doit être retourné à la Direction de la Conformité ou des Ressources Humaines. Notez que les cadeaux promotionnels («goodies») peuvent être conservés et offerts librement par le salarié. Enfin, quelle que soit la nature du cadeau, celui-ci doit être notifié au supérieur hiérarchique de l'employé et consigné dans le Registre interne des Cadeaux et Invitations.

4. APPEL D'OFFRES

Définition

Un **appel d'offres** est un processus par lequel une entreprise publique ou privée demande à plusieurs entreprises de répondre de manière compétitive à des contrats spécifiques : l'objectif est de fournir un processus équitable et indépendant, afin de sélectionner le meilleur candidat selon des critères objectifs. Dans la plupart des pays, l'acquisition de biens ou de services par des entités publiques (telles que les entreprises publiques d'État ou les compagnies pétrolières nationales avec lesquelles Vallourec travaille régulièrement) doit se faire par le biais d'un appel d'offres, en respectant une réglementation spécifique.

Comprendre les risques

Au cours des appels d'offres, les participants peuvent être tentés d'exercer une influence indue sur les représentants de l'acheteur, notamment pour faire modifier favorablement le cahier des charges, contourner la procédure, obtenir des conditions de paiement favorables, influencer le jugement de l'examineur ou obtenir des informations sensibles, telles que des informations confidentielles sur la procédure ou sur les concurrents.

Les tiers peuvent présenter un risque particulier : par exemple, un représentant de l'acheteur pourrait pousser les participants à utiliser un sous-traitant ou un intermédiaire particulier dans lequel il a des intérêts, afin de leur permettre de contourner la procédure d'appel d'offres.

Enfin, la violation des règles de la procédure d'appel d'offres peut entraîner des sanctions. En matière de marchés publics, la violation de ces règles peut en elle-même conduire à des sanctions sévères, voire à l'inscription du contrevenant sur une liste noire.

Key Rules

La vigilance et le respect de la ligne de conduite définie dans le présent Code de Conduite sont particulièrement importants lors de la participation à un processus de passation de marchés publics.

✓ À faire

- ✓ Les salariés de Vallourec doivent se conformer aux lois et aux règles spécifiées dans le règlement de l'appel d'offres émis par les clients.
- ✓ Lorsqu'ils participent à un appel d'offres organisé, les salariés de Vallourec doivent s'assurer qu'ils n'ont pas de liens d'intérêts personnels avec un soumissionnaire ou avec le client.

✗ À ne pas faire

- ✗ Les collaborateurs de Vallourec ne doivent jamais accorder, offrir ou promettre un avantage indu, notamment pour obtenir, maintenir ou renouveler un contrat de vente.
- ✗ Un employé de Vallourec ne doit pas offrir de cadeau ou d'invitation à un décideur dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres.

ÉTUDE DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas : Un représentant d'une compagnie pétrolière nationale («NOC») serait intéressé par l'achat de produits auprès de Vallourec. La représentante du client explique à l'équipe de Vallourec qu'un appel d'offres public pourrait être évité si Vallourec organisait un voyage au Brésil pour elle-même et sa famille.

Que faire dans cette situation ? Il s'agit d'une sollicitation de corruption ! La demande doit être rejetée. Les règles de passation des marchés publics imposent souvent aux NOC de mettre en œuvre un appel d'offres, et le système proposé peut constituer une tentative de contournement de ces règles. En outre, les règles établies par Vallourec interdisent clairement toute invitation dans le but d'obtenir un avantage indu ou d'influencer une décision.

5. AGENTS COMMERCIAUX

Définition

Les **agents commerciaux** comprennent les tiers avec lesquels Vallourec entretient une relation de soutien des ventes **(5.A) (intermédiaires commerciaux)** ainsi que de soutien des besoins d'achat et de sous-traitance **(5.B) (ses vendeurs, fournisseurs et sous-traitants)**.

Comprendre les risques

Vallourec peut être responsable du comportement et des actions de ses partenaires commerciaux. En outre, les lois anticorruption imposent une responsabilité non seulement à ceux qui ont effectivement connaissance d'un acte répréhensible, mais aussi à ceux qui évitent délibérément d'en avoir connaissance : **Il n'est donc jamais acceptable de fermer les yeux sur la corruption.**

Être vigilant et identifier les « red-flags »

Les « **red-flags** » sont des signes avant-coureurs, des comportements suspects ou des situations qui peuvent indiquer que vous êtes peut-être confronté à la corruption. Lorsque de tels signaux d'alerte apparaissent, une évaluation, également appelée « due diligence », doit être effectuée avant de conclure un contrat et de dissiper tout soupçon de corruption.

Ces signaux d'alerte peuvent être :

- Un partenaire commercial dont la présence est requise ou proposée par un agent public ou un représentant d'un client.
- Un partenaire commercial qui est étroitement associé à un agent public ou à un représentant de client.
- Des commissions excessives ou des rabais déraisonnables.
- Des services décrits trop vaguement et/ou non documentés.

- La présence dans la transaction d'une société écran constituée dans une juridiction offshore ou une zone franche (freezone).
- Demandes de paiement sur des comptes bancaires dans une juridiction offshore.
- Un partenaire commercial qui refuse de se conformer aux lois anticorruption ou aux principes énoncés dans le présent Code de Conduite, notamment lors de la négociation du contrat.

Le Groupe a mis en œuvre des programmes d'évaluation des tiers afin de détecter les risques de corruption avant d'entamer une relation contractuelle. Le groupe a notamment mis en place une procédure « **Know Your Customer** » afin d'identifier et de classer correctement les tiers impliqués dans son activité de vente et d'évaluer les risques associés, ainsi que d'autres processus spécifiques référencés ci-dessous afin de garantir l'intégrité de ses partenaires commerciaux.

Règles clés

L'engagement de tout prestataire commercial doit être légitime. Les services attendus doivent être légaux et correspondre à un besoin réel de Vallourec. Les partenaires commerciaux de Vallourec doivent connaître le Code d'Éthique de la société et le présent Code de Conduite, et adhérer aux principes et règles de conduite qu'ils contiennent.

Le collaborateur de Vallourec doit choisir les partenaires commerciaux sur la base de leurs mérites et de critères objectifs, en obtenant les approbations adéquates et en s'assurant que le partenaire commercial fait l'objet de diligences raisonnables, dans le respect des procédures internes.

5.A. Intermédiaires commerciaux

Définition

Un **intermédiaire commercial** agit comme un canal ou un point de contact entre un acheteur et un vendeur. Les intermédiaires d'affaires peuvent prendre différentes formes : conseillers ou consultants en affaires, courtiers, négociants, distributeurs ou revendeurs, mais aussi **agents ou représentants commerciaux**. Ils peuvent être rémunérés par des honoraires, des commissions, des remises ou des rabais.

Comprendre les risques

Les actions de ses intermédiaires commerciaux rejaillissent directement sur Vallourec et peuvent même donner lieu à des poursuites judiciaires. La présence d'un intermédiaire dans une transaction peut faciliter le versement d'un pot-de-vin ou l'obtention d'un avantage indu. Une grande majorité des affaires de corruption implique des paiements effectués par des intermédiaires. Les collaborateurs de Vallourec doivent donc être particulièrement vigilants lorsqu'un intermédiaire est impliqué.

En vertu de nombreuses lois anticorruption, même si le mandant (le vendeur) n'a pas donné d'instructions à l'intermédiaire, il peut être tenu pour responsable de la corruption s'il a bénéficié ou aurait pu bénéficier directement ou indirectement de l'acte de corruption.

🚩 Règles clés

Le recours à des intermédiaires commerciaux est encadré par une procédure spécifique, avec des exigences particulières en matière de diligence raisonnable et de validations internes, notamment pour les représentants commerciaux.

✓ À faire

- ✓ Le recours à des intermédiaires doit toujours répondre à un objectif clair et légitime.
- ✓ Chaque intermédiaire commercial doit être autorisé par les membres concernés de la Direction Générale et de la conformité, conformément aux règles établies dans la **procédure relative aux intermédiaires commerciaux**, avant que la relation ne soit établie.
- ✓ Les intermédiaires commerciaux doivent exercer leurs activités dans le cadre d'un contrat définissant clairement la relation et les conditions de rémunération, et obligeant l'intermédiaire à prendre des engagements fermes en matière de transparence et de conduite éthique des affaires, conformément au présent Code de Conduite.
- ✓ La rémunération de l'intermédiaire, qu'il s'agisse d'honoraires, de commissions, de remises ou de rabais, doit toujours être transparente et proportionnée aux services fournis et associée à une documentation claire des services fournis.

✗ À ne pas faire

- ✗ Ne commencez pas à travailler ou ne prenez aucun engagement avec un intermédiaire avant d'avoir reçu les validations nécessaires de la part de la Direction Générale et de la Direction de la Conformité.
- ✗ Les intermédiaires commerciaux ne peuvent pas bénéficier de remises, de rabais, de frais ou de commissions supplémentaires en violation du contrat ou des procédures internes.
- ✗ Ne restez pas silencieux et contactez un compliance officer si vous avez connaissance d'un comportement contraire aux lois anticorruption de la part d'un intermédiaire commercial ou d'un client.

Agent commercial

Les **agents commerciaux** (ou «**Agents**») sont des intermédiaires qui assistent Vallourec dans le développement de ses ventes, notamment dans certains pays où la réglementation impose d'être représenté par une partie locale qualifiée.

Conformément à la **procédure relative aux intermédiaires commerciaux**, des règles spécifiques s'appliquent à la désignation de tout représentant commercial :

- Le recours à un représentant commercial est limité aux cas de stricte nécessité pour Vallourec, tels que le respect des règles de représentation locale.
- Un contrôle préalable approfondi, approuvé par le département de conformité du groupe, doit être effectué avant la relation.

- Le représentant commercial a été formellement approuvé par les membres concernés du Comité exécutif.
- Un contrat est signé selon le modèle standard de Vallourec, incluant un engagement formel à respecter les valeurs et les principes du Code ;
- L'agent de vente fournit régulièrement un rapport écrit sur ses activités ;
- Les montants payés ne dépassent pas ce qui est indiqué dans le contrat ;
- Les paiements sont effectués sur le compte bancaire spécifié dans le contrat.

« Les actions des intermédiaires commerciaux se reflètent directement sur Vallourec. »

ÉTUDES DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas n°1 : Un agent commercial de Vallourec, de sa propre initiative, envisage d'offrir des pots-de-vin, sous forme de cadeaux, pour promouvoir les produits Vallourec.

Que faire dans cette situation ? Cette situation n'est pas acceptable et constitue un système de corruption. Il faut rappeler aux représentants commerciaux qu'en tant que partenaire commercial de Vallourec, ils doivent se conformer aux lois en vigueur et que le non-respect de cet engagement entraînera la résiliation du contrat. Ce comportement doit être porté à l'attention d'un compliance officer.

Case n°2 : Un client souhaite impliquer un distributeur local dans un contrat envisagé pour la fourniture de produits par Vallourec. Comme l'explique le client, cette condition serait justifiée par le respect de la législation sur le contenu local.

Que faire dans cette situation ? Il s'agit d'une situation à haut risque ! Cette demande ne doit pas être acceptée et doit être portée à l'attention de la Direction de la Conformité, afin que les diligences appropriées soient effectuées. En général, tout tiers requis ou recommandé par un client est un signal d'alarme, surtout s'il s'agit d'un intermédiaire. Dans le cas présent, la demande pourrait être justifiée par une base juridique, mais l'intermédiaire pourrait néanmoins constituer un vecteur de corruption, par exemple si le représentant du client pouvait tirer un avantage indu de l'implication du distributeur.

5.B.Achats et sous-traitance

Définition

Les **achats**, consistent à se procurer auprès d'un tiers (appelé « fournisseur » ou « vendeur ») les biens ou services nécessaires à l'exercice des activités de Vallourec.

Comprendre les risques

Vallourec peut être tenu pour responsable des actes de corruption et de trafic d'influence commis par l'un de ses fournisseurs ou prestataires de services, même en l'absence d'implication directe ou d'action positive de Vallourec. De même, le recours à un fournisseur particulier peut être sollicité par un tiers comme vecteur de versement d'un pot-de-vin, ou en contrepartie d'un avantage indu.

De plus, par l'influence induite d'un pot-de-vin ou d'un conflit d'intérêt avec un salarié ou un administrateur de Vallourec, un fournisseur pourrait être injustement favorisé au cours du processus de sélection, au détriment de candidats plus appropriés, ou au cours de l'exécution du contrat.

🚩 Règles clés

Le Groupe s'engage à travailler avec des fournisseurs alignés sur ses valeurs, notamment en matière de lutte contre la corruption.

Tous les fournisseurs de Vallourec sont tenus de respecter les valeurs et les principes énoncés dans le présent Code de Conduite et d'agir en conformité avec les lois anticorruption applicables.

Un contrat formel doit être établi avec :

- Une définition précise des services attendus, avec l'obligation de documenter leur exécution avant toute rémunération,
- Les conditions de paiement,
- Un engagement à adhérer aux valeurs et aux principes énoncés dans le Code d'Éthique et le présent Code de Conduite.

Vallourec a mis en place des **politiques et des procédures d'achat** strictes pour la sélection indépendante des fournisseurs, sous le contrôle de la Direction des Achats du Groupe. Vous devez vous conformer à ces règles.

✓ À faire

Vous devez veiller à...

- ✓ Respectez strictement les **politiques et procédures d'achat du groupe**, notamment en vous adressant toujours à un membre du service d'approvisionnement avant d'effectuer un achat.
- ✓ Respectez les règles relatives à la **gestion des conflits d'intérêts** et évitez de vous placer dans une situation de conflit d'intérêts avec les fournisseurs du Groupe.
- ✓ Veillez à ce que les vérifications préalables pertinentes concernant les tiers soient effectuées conformément aux procédures internes.
- ✓ Portez à l'attention du service de conformité tout signal d'alarme ou tout soupçon de comportement contraire au présent Code de Conduite de la part d'un fournisseur.

✗ À ne pas faire

Vous devez veiller à...

- ✗ Ne jamais décider de votre propre chef de faire appel à un nouveau fournisseur **sans obtenir l'approbation du service des achats**.
- ✗ Ne jamais cacher l'utilisation d'un fournisseur et ne jamais dissimuler les dépenses pour contourner les processus du groupe.
- ✗ Ne pas demander l'utilisation d'un fournisseur avec lequel vous pourriez avoir un conflit d'intérêts direct, potentiel ou apparent, ou être impliqué dans sa sélection.
- ✗ Ne jamais accepter l'utilisation d'un fournisseur en échange de l'exécution d'un acte ou de l'obtention d'un avantage, ou si vous avez des raisons de penser que l'utilisation du fournisseur pourrait conduire au paiement d'un pot-de-vin.

Intermédiaires

En dehors des Intermédiaires commerciaux ([voir chapitre dédié aux Intermédiaires commerciaux, dans le présent Code](#)), Vallourec peut être amené à utiliser les services d'intermédiations à des fins diverses, telles que l'obtention d'autorisations, de visas ou de permis, l'assistance à l'acquisition de biens ou de services, ou encore la représentation de ses intérêts auprès d'autres parties, y compris l'administration et les autorités, ou l'aide à la négociation. Ces fournisseurs peuvent être appelés consultants, avocats, courtiers, agents en douane, lobbyistes, etc.

Tout prestataire de services agissant pour le compte ou dans l'intérêt de Vallourec doit :

- Répondre à un besoin légitime et apporter une expertise spécifique et objective dans le domaine.
- Être sélectionné sur la base de critères objectifs et de leur mérite,
- Avoir reçu les approbations internes appropriées
- Faire l'objet d'une due diligence spécifique pour s'assurer de leur parfaite intégrité, et de l'absence de conflits d'intérêts,
- Disposer d'un contrat décrivant clairement ses missions, engageant l'intermédiaire à agir dans le respect des principes et valeurs du présent Code, et fixant les conditions de sa rémunération, qui doit être strictement encadrée contractuellement et prévoir un rapport d'activité clair détaillant les prestations réalisées.

ÉTUDES DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas n°1 : Dans le cadre d'un appel d'offres organisé par un client de Vallourec, le représentant du client demande à Vallourec de faire appel à un prestataire logistique spécifique. Il indique qu'il attribuera l'appel d'offres à Vallourec si l'équipe commerciale accède à cette demande.

Que faire dans cette situation ? Cette situation est à haut risque ! Un fournisseur proposé par un tiers est considéré comme un « red-flag ». Le représentant du client pourrait avoir des liens avec le fournisseur proposé et bénéficier financièrement du paiement effectué par Vallourec au fournisseur. Ce fournisseur doit passer par le **Processus Achats du Groupe** et la situation doit être portée à l'attention de la Direction de la Conformité du Groupe afin que les diligences adéquates soient effectuées.

Cas n°2 : Dans le cadre d'un appel d'offres en cours, un fournisseur promet à un salarié de Vallourec d'embaucher sa fille en cas d'attribution.

Que faire dans cette situation ? C'est interdit ! Elle pourrait constituer une tentative de corruption de la part du fournisseur. Vous devez rejeter très fermement sa demande, documenter votre refus et faire remonter l'affaire à un membre du service de conformité.

6. LOBBYING (représentation d'intérêts)

Définition

Le **lobbying**, également appelé **représentation d'intérêts**, est l'acte d'initier une communication (par le biais de contacts tels que des appels téléphoniques, des réunions – même organisées par un tiers ou par une association – des courriels ou des lettres) avec un agent public, en vue d'influencer une décision, notamment en informant les agents publics des intérêts en jeu. Le lobbying peut être exercé **directement** par un employé, ou **indirectement**, par l'intermédiaire d'un tiers spécialisé (un consultant, un avocat, également appelé «lobbyiste») ou par l'intermédiaire d'une association commerciale ou professionnelle.

Comprendre les risques

Le lobbying est une pratique légale dans la plupart des pays. Toutefois, il doit être exercé avec un haut degré de vigilance et de transparence, sans exercer de pression induue sur l'autorité administrative ou ses représentants, et toujours dans le respect des lois. Dans certains pays, notamment en France, le lobbying est associé à des exigences réglementaires supplémentaires en matière de transparence et de rapports sur les actions et les dépenses engagées.

Financement des partis politiques

Les législations relatives au financement des partis politiques varient d'un pays à l'autre. Pour éviter toute ambiguïté, Vallourec interdit tout transfert de fonds et/ou toute prestation de services pour le compte de Vallourec aux organisations et personnalités des partis politiques.

🚩 Règles clés

Toutes les activités de lobbying, menées **directement ou indirectement**, sont soumises à **l'approbation préalable d'un responsable de la conformité et d'un membre du service juridique**. Cela inclut les activités menées par l'intermédiaire d'une association commerciale ou professionnelle.

En outre, toute activité de lobbying doit :

- Être approuvée par le Group compliance officer au préalable. La validation du Group compliance officer est également requise pour l'embauche d'un lobbyiste ou l'adhésion à une association professionnelle ou commerciale.
- Être mis en œuvre de manière transparente et professionnelle
- Être minutieusement documenté : Conservez systématiquement des enregistrements et des comptes rendus écrits des réunions avec les fonctionnaires dans le cadre des initiatives de lobbying.

Mettre l'accent sur les lobbyistes

Un lobbyiste doit :

- Être autorisé par un compliance officer, conformément aux politiques internes.
- Répondre à un besoin légitime et apporter une expertise spécifique et objective dans le domaine.
- Être enregistré et agir conformément aux réglementations applicables, notamment en ce qui concerne les exigences en matière de transparence.
- Respecter les exigences contractuelles du groupe à l'égard des fournisseurs (voir page 20, Achats et sous-traitance).

Un lobbyiste peut :

- Ne jamais être sélectionné en raison de ses relations personnelles (amitié ou liens familiaux) avec un agent public, un salarié ou un tiers de Vallourec.
- Se voir interdire le recours à des pratiques contraires à l'éthique, la fourniture ou l'offre d'un avantage indu pour obtenir une décision favorable à Vallourec.

7. INITIATIVES SOCIÉTALES (dons, parrainages, bénévolat)

Définition

Les **initiatives sociétales** sont des actions caritatives menées par Vallourec pour contribuer au développement des communautés locales, conformément à ses engagements en matière de responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Elles peuvent prendre plusieurs formes, telles que les dons (par le biais de financements ou de biens), le parrainage (également appelé « mécénat ») ou le bénévolat des employés.

Comprendre les risques

Bien que vertueuses par nature, ces actions peuvent être utilisées pour dissimuler des actes de corruption. En effet, une organisation caritative peut être utilisée à mauvais escient pour fournir des fonds ou un avantage indu à un agent public. Un don ou un parrainage peut également être demandé en échange d'un avantage indu.

🚩 Key Rules

Vallourec a mis en place une **Politique d'Initiatives Sociétales**, complétée par une procédure spécifique. Tout bénéficiaire d'initiatives sociétales doit faire l'objet d'une diligence raisonnable afin de s'assurer de son intégrité et qu'il n'est pas affilié à une personne politiquement exposée.

✓ À faire

- ✓ Être versées à des organisations dont les principes d'action sont conformes à la Charte d'Éthique de Vallourec et au Code de Conduite anticorruption de Vallourec.
- ✓ Être effectuées dans le respect de la législation en vigueur.
- ✓ Être approuvées par le Comité d'Initiatives Sociétales Responsable et enregistré dans le registre interne des investissements sociétaux de Vallourec.

✗ À ne pas faire

- ✗ Ne doivent pas être faites pour obtenir un avantage commercial indu ou pour influencer une décision publique ou une autorisation administrative.
- ✗ Ne doivent pas être faites, directement ou indirectement, à des agents publics (par exemple, des représentants de la police, des maires, des administrations ou des représentants des services publics, etc.)
- ✗ Ne doivent pas être acceptées ou engager l'entreprise à effectuer un don sous la pression de sollicitations ou en violation de la **Procédure d'Investissement Sociétal**.

ÉTUDES DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas : Vallourec est en train de demander une licence d'exploitation pour l'un de ses sites de production. Un fonctionnaire chargé de délivrer la licence déclare qu'il l'accordera puisque Vallourec remplit toutes les conditions, mais il souhaite que Vallourec fasse un don substantiel à une association de son choix.

Que faire dans cette situation ? La demande ne doit pas être acceptée. Le fait qu'un tiers soit proposé par un agent public est constitutif d'un « red-flag ». Les initiatives sociétales sont gérées selon la stratégie définie par la Direction de la RSE et le Comité d'Initiatives Sociétales, et ne peuvent être réalisés pour obtenir une autorisation administrative. Dans ce cas, il est possible que des fonctionnaires aient des liens avec l'association proposée et bénéficient du don. Le fait qu'un tiers soit poussé par un agent public est un « red-flag », et la situation doit être transmise à un responsable de la conformité pour s'assurer que la présente demande n'est pas un acte de corruption.

8. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Définition

Un **conflit d'intérêts** survient lorsque les intérêts personnels d'un salarié, ou des personnes physiques ou morales auxquelles il est associé, sont susceptibles d'entrer en conflit avec les intérêts de Vallourec.

Les intérêts personnels, également appelés «liens d'intérêts», qui peuvent entrer en conflit avec ceux de Vallourec sont extrêmement variés. Ils peuvent, par exemple, résulter :

- Des intérêts financiers (tels que la propriété d'un fournisseur ou d'un client, potentiel ou actuel),
- Des activités professionnelles en dehors de Vallourec (emploi chez un concurrent, activité de conseil concurrente de Vallourec, etc.)
- Des activités personnelles (ex : mandats politiques, activités associatives, caritatives dans un organisme financé par Vallourec, etc.)
- Ou encore d'un sentiment de dette à l'égard d'un tiers (par exemple en contrepartie d'un avantage ou d'un service reçu d'un tiers).

Comprendre les risques

Un conflit d'intérêts n'est pas intrinsèquement illégal, mais il peut affecter ou sembler affecter le jugement indépendant, impartial et objectif d'une personne, en l'amenant à défendre un intérêt distinct de celui qu'elle est tenue de défendre dans l'exercice de ses fonctions. Cela peut nuire à la réputation des personnes concernées, ainsi qu'à celle de l'entreprise.

En ce qui concerne le risque de corruption, les conflits d'intérêts peuvent agir comme un facteur facilitant les actes de corruption ou affaiblissant la culture éthique et de conformité.

«
Cela peut nuire à la réputation
des personnes impliquées, ainsi
qu'à celle de l'entreprise.
»



🚩 Règles clés

Le groupe a mis en place une «**Procédure de Gestion des Conflits d'intérêts**» spécifique, et le respect des règles énoncées dans cette procédure est obligatoire.

À tout moment, agissez avec intégrité et transparence et faites de votre mieux pour éviter de vous placer dans une situation qui pourrait conduire à un conflit d'intérêts.

Cependant, tous les conflits d'intérêts ne peuvent être évités et si vous êtes confronté à l'un d'entre eux, vous devez agir avec transparence et **déclarer votre situation de manière proactive**.

✓ À faire

- ✓ Déclarez proactivement à votre supérieur hiérarchique et à votre partenaire RH, par le biais du registre interne dédié, toute situation vous plaçant dans une situation de conflit d'intérêts, qu'elle soit potentielle, actuelle ou seulement perçue.
- ✓ Mettez à jour cette déclaration dès qu'il y a un changement significatif.

✗ À ne pas faire

- ✗ Ne prenez pas d'intérêt direct ou indirect chez un concurrent, un vendeur ou un client (potentiel ou actuel), sauf s'il s'agit de l'achat de titres cotés en bourse et dans le respect des règles relatives aux informations d'initiés.
- ✗ Ne prenez pas d'engagement personnel ou professionnel susceptible d'interférer avec votre travail chez Vallourec.
- ✗ Ne jamais être impliqué ou exercer une influence dans les négociations d'un contrat pour Vallourec dans lequel vous avez un intérêt personnel.
- ✗ N'utilisez jamais les informations confidentielles que vous détenez du fait de votre fonction chez Vallourec à votre profit personnel, ou au profit de votre famille ou de vos amis.

ÉTUDES DE CAS ET LIGNE DE CONDUITE

Cas n°1 : Un salarié de Vallourec hérite d'actions d'un client potentiel. Dans le cadre de ses fonctions chez Vallourec, il pourrait être impliqué dans des négociations contractuelles avec ce tiers.

Que faire dans cette situation ? Cette situation est autorisée mais doit être déclarée et gérée de manière transparente. Le fait d'être actionnaire d'un client de Vallourec n'est pas interdit en soi, mais doit être déclaré au supérieur hiérarchique et au responsable RH, qui recommandera des mesures d'atténuation. Le salarié concerné ne peut prendre part aux négociations ou décisions impliquant ce client.

Cas n°2 : Un directeur d'usine de Vallourec a décidé d'ouvrir une entreprise de services de maintenance. Il a décidé d'utiliser sa propre société pour effectuer les services pour Vallourec. Il n'en a pas fait part à son supérieur hiérarchique ni au service des achats.

Que faire dans cette situation ? Cette situation est interdite. Cette situation aurait dû être déclarée. Un salarié de Vallourec ne peut pas se placer délibérément en situation de conflit d'intérêts. Les salariés, et en particulier les cadres dirigeants, ont le devoir d'agir toujours avec transparence et intégrité.



ACTIONS DISCIPLINAIRES

Pour rappel, Vallourec pratique une politique de «tolérance zéro» à l'égard de la corruption.

Toute action entreprise en violation du présent Code de Conduite anticorruption peut donner lieu à des mesures disciplinaires (pouvant aller jusqu'au licenciement). Ces mesures disciplinaires sont celles prévues par la loi applicable à l'employé en question et seront prises conformément aux procédures légales.

Le Groupe se réserve le droit d'engager des actions légales appropriées contre les individus concernés.

COMMENT LANCER UNE ALERTE ?

Vallourec a mis en place une ligne d'alerte destinée à recevoir les allégations d'actes contraires à sa Charte Éthique et au présent Code de Conduite anticorruption, ou tout acte qui paraîtrait contraire aux Lois ou Règlements.

Si vous souhaitez signaler un comportement contraire aux lois et réglementations anticorruption ou aux règles de ce Code de Conduite, vous pouvez le faire en utilisant la Ligne d'alerte **Vallourec - Speak Up**. La ligne d'alerte offre une confidentialité totale, la possibilité de garder l'anonymat et la protection due aux lanceurs d'alerte qui soulèvent une question de bonne foi, conformément à la loi française Sapin II.



Si vous êtes témoin de quelque chose qui va à l'encontre de notre Code de Conduite anticorruption, ne restez pas silencieux, parlez !



La **Ligne d'alerte Vallourec** est accessible aux collaborateurs de Vallourec ainsi qu'aux tiers (clients, fournisseurs, prestataires de services, etc.). Elle permet de signaler des comportements de manière anonyme, sans crainte de représailles.



Reportez-vous à la « **Ligne d'alerte Vallourec - Politique de signalement** » pour plus d'informations sur la manière de lancer une alerte.

Ligne d'alerte Vallourec Accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en 8 langues : français, anglais, espagnol, portugais, chinois, indonésien, arabe, allemand. Où que vous soyez.

7j/7j

24h/24h

365j/par an





SIÈGE SOCIAL

12, rue de la Verrerie

92190 MEUDON (France)

552 142 200 RCS Nanterre

Tel: +33 (0)1 49 09 35 00

www.vallourec.com

Société anonyme avec un conseil d'administration
et un capital social de 4 578 568,56 euros.